

*Débat spécial*

Il est important, je crois, de tenir compte de la situation qui règne à ce jour en Somalie où 300 000 personnes sont mortes cette année de la famine, de la maladie et de la guerre. Près d'un tiers de la population, 2 millions de gens, sont menacés par la famine et entre 250 000 et 300 000 personnes risquent de mourir d'ici Noël si nous n'arrivons pas à leur porter secours.

Il est également important de ne pas oublier l'histoire et de se souvenir que, pendant 10 ans, de 1977 à 1987, les États-Unis ont déversé près de 800 millions de dollars dans cet État-client. Des quantités massives d'armes ont été fournies à cette région pour soutenir Siyad Barre, un chef d'État corrompu et de plus en plus brutal, mais une fois que celui-ci a été renversé, on est parti en laissant les armes.

Il y avait des quantités d'armes: mortiers, missiles air-sol, explosifs plastiques, fusils M16 et des dizaines de milliers de mines. Ces armes dont Siyad Barre s'était servi contre les Somaliens avaient été fournies par les États-Unis. Et donc, il est essentiel que nous tenions compte de l'histoire et du fait que la communauté internationale a une responsabilité dans cette affaire.

Nous aurions certes préféré comme le secrétaire général l'a lui-même dit dans sa lettre aux Nations Unies que l'opération soit menée à l'échelon du pays sous le commandement et le contrôle des Nations-Unies. Malheureusement, selon le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, les Nations Unies n'ont pas actuellement la capacité nécessaire pour commander et contrôler une initiative de cette envergure et d'une nature aussi urgente que le requiert la crise actuelle en Somalie.

Ceci, entre autres parce que les États-Unis n'ont pas acquitté leur dû. Ils n'ont pas versé leur contribution aux opérations de maintien de la paix depuis un trop grand nombre d'années, ce qui est certes un facteur essentiel de tout changement durable dans la façon de procéder des Nations Unies. Il faut reconnaître que les principes énoncés par le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, dans son *Agenda pour la paix*, publié plus tôt cette année, doivent devenir réalité.

Il faut que les Nations Unies aient une armée permanente de façon à ce que nous ne soyons pas tributaires de décisions ponctuelles des États-Unis ou d'autres pays. Nous devons aussi reconnaître que de nombreuses questions se posent encore quant à la nature de cette opération. En fait, il est essentiel que les secours humanitaires

parviennent aux milliers d'affamés, mais quelle est exactement la portée de cette opération?

Le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, a fait remarquer qu'outre l'acheminement des secours humanitaires, il va être essentiel de neutraliser et de placer sous contrôle international les factions organisées munies d'armes lourdes et de désarmer les troupes ainsi que les gangs illégaux.

C'est une opération extrêmement dangereuse et risquée. La vie de Canadiennes et de Canadiens est manifestement en danger, et nombre de questions se posent encore sur la portée et le mandat de cette mission. Il est essentiel qu'on reconstruise la société civile en Somalie. C'est fondamentalement un pays sans gouvernement, en état d'anarchie.

Africa Watch a fait remarquer qu'il était important de reconstruire la société civile et important que les Nations Unies travaillent en collaboration avec les éléments de la société somalienne qui ont survécu aux ravages de Siyad Barre. Il s'agit notamment de la Croix-Rouge somalienne, d'organismes officieux de Somaliens qui se sont chargés de distribuer de la nourriture et de s'occuper des malades, des blessés, des enfants et des personnes âgées, ainsi que des aînés des clans traditionnels.

Je trouve profondément tragique qu'on ait retiré de la région l'ancien envoyé spécial des Nations Unies en Somalie, Mohammed Sahnoun, qui négociait efficacement avec tous les éléments de la société somalienne pour obtenir la fin du conflit et pour protéger les activités de secours, et qui négociait avec les aînés des clans traditionnels somaliens.

Il est essentiel qu'on reprenne le dialogue politique et les négociations sous les auspices des Nations Unies. Le Canada peut jouer un rôle important dans ce processus. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit que le Canada participera à l'intervention humanitaire initiale, puis se retirera. Nous ne participerons pas aux efforts permanents de maintien de la paix.

• (2100)

Quel sera notre rôle sur le plan international une fois que nous nous serons retirés de la Somalie? Quel sera notre rôle en travaillant avec les ONG dont le budget se verra sabré d'après le récent exposé économique du gouvernement? Les ONG qui travaillent sur le terrain, comme Oxfam, Care Canada et d'autres, et envers lesquels nous avons une énorme dette de gratitude, se font réduire leurs budgets par le gouvernement. Cela aussi est clairement inacceptable.